

10 graphiques pour comprendre l'agression de Trump au Venezuela

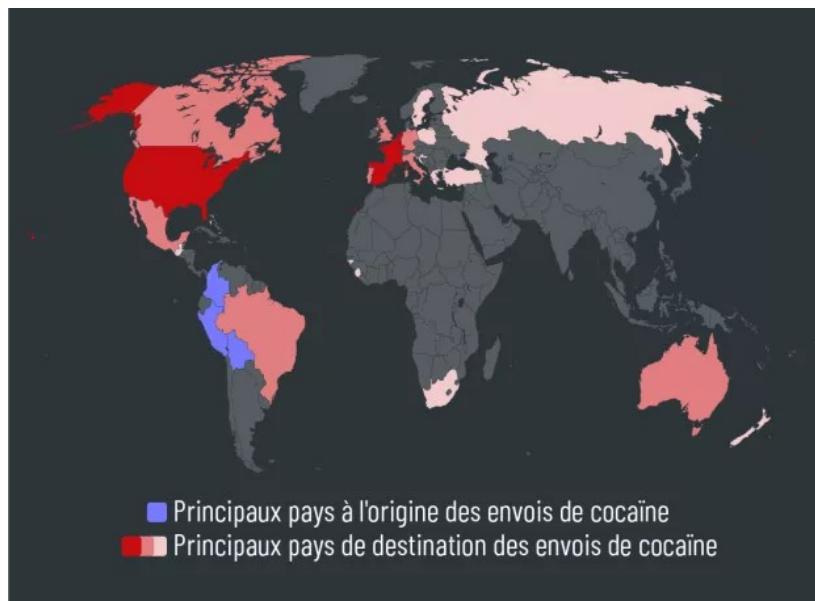
Alternatives économiques, Aude Martin et Darius Albisson, le 08 Janvier 2026

Derrière l'alibi de la lutte contre le narcotrafic, l'opération militaire des Etats-Unis au Venezuela poursuit des objectifs géopolitiques et économiques... sans garantir qu'ils seront atteints. Tour d'horizon des enjeux.

Depuis bientôt une semaine, Nicolas Maduro et son épouse sont en prison aux Etats-Unis, après avoir été capturés à Caracas. Leur arrestation fait suite à plusieurs mois de pression croissante exercée par Washington sur le Venezuela.

Depuis la fin de l'été en effet, les Etats-Unis avaient renforcé leur présence navale dans la mer des Caraïbes, au large du Venezuela et frappé des navires censés transporter de la drogue, faisant plus d'une centaine de morts. Car tel était le motif jusqu'alors invoqué par Donald Trump pour justifier les pressions sur Caracas : la lutte contre le trafic de drogue.

Un argument qui, de l'avis de nombreux experts, ne tenait pas la route. S'agissant par exemple de la cocaïne, le Venezuela est avant tout un lieu de transit, plus que de production et de départ de la drogue, ainsi que le constate [le dernier rapport mondial](#) des Nations unies sur les drogues. Les principaux pays de départ étant plutôt sur la face Pacifique du continent, à savoir la Colombie, la Bolivie ou le Pérou.



Par ailleurs, s'agissant du Fentanyl, véritable fléau de santé publique aux Etats-Unis, il répond à « une géopolitique très particulière : des molécules fabriquées en Chine¹, qui sont transformées au Mexique. Le Venezuela n'a pas grand-chose à voir là-dedans », [estime Olivier Compagnon](#), historien, professeur à l'université Sorbonne nouvelle, interrogé à ce sujet sur France Culture.

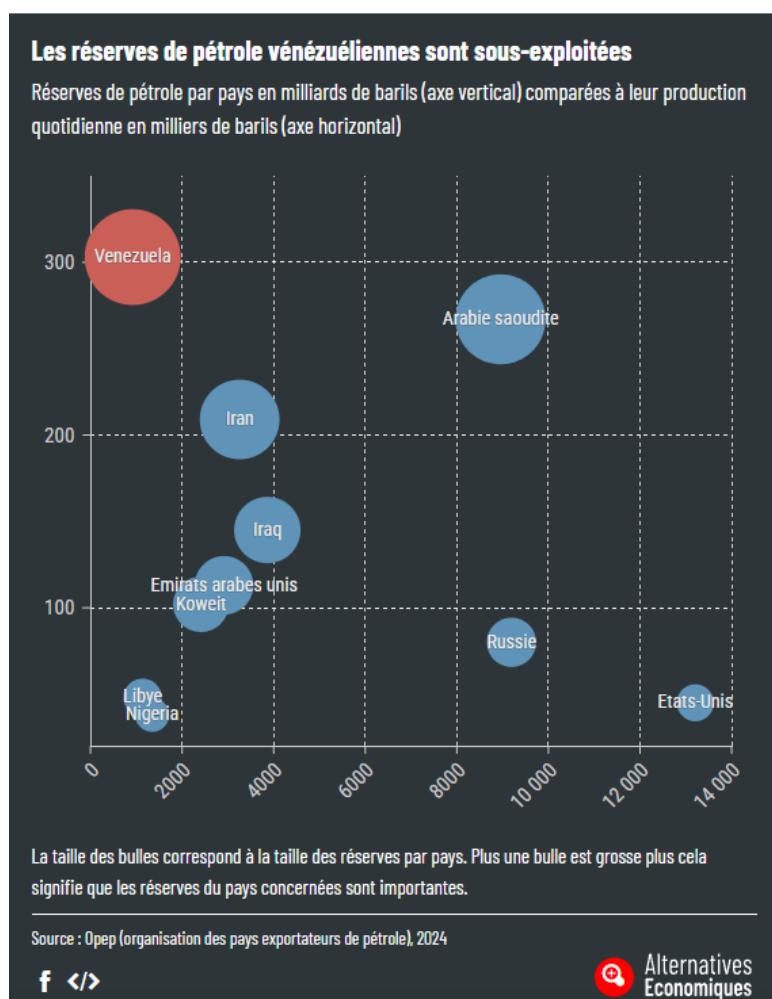
Et bien que le Venezuela de Maduro ait été largement permissif quant au crime organisé, et que son régime compte nombreux militaires ou fonctionnaires impliqués dans le trafic de drogue, il n'existe pas dans le pays de « narco-dictature », « dans le sens où la production et le commerce de cocaïne ferait l'objet d'une politique d'Etat visant à en faire la première ressource de l'Etat et à l'utiliser contre un Etat adversaire », [décrit Christophe Ventura](#),

responsable du programme Amérique latine-Caraïbe à l’Institut des relations internationales et stratégiques (Iris).

Mais Donald Trump avait probablement besoin de cet argumentaire pour convaincre sa base qu’il ne s’engageait pas dans une nouvelle guerre à l’extérieur – de celles qu’il pourfend depuis des années –, mais qu’il réglait ainsi une double problématique de politique intérieure liée à la fois à la drogue et à l’immigration.

Beaucoup de pétrole... peu rentable ?

Une fois Maduro capturé, les véritables motifs de l’intervention états-unienne ont toutefois vite été exposés : c’est le pétrole vénézuélien qui est dans le viseur. Pour rappel, Caracas dispose en effet des plus importantes réserves prouvées de pétrole au monde.

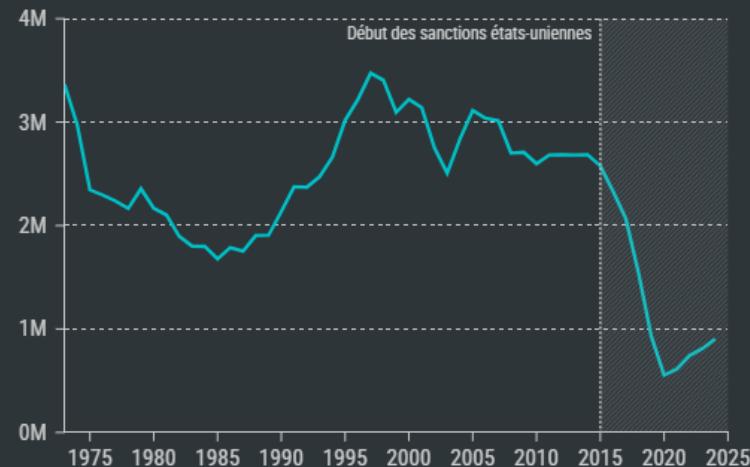


« Les Vénézuéliens ne produisaient presque rien par rapport à ce qu’ils auraient pu extraire », a toutefois insisté Donald Trump [lors de son discours qui a suivi la capture de Maduro](#).

Sur ce point, on ne peut lui donner tort : la production nationale vénézuélienne a en effet considérablement chuté depuis dix ans, à la fois en raison des sanctions états-unienennes, d’un manque d’investissement dans les infrastructures pétrolières, ainsi que de la corruption et de la mauvaise gestion du pouvoir chaviste. Sous la barre du million de barils par jour, elle représente désormais moins de 1 % de la production mondiale d’or noir.

Une production de pétrole en chute libre

Évolution de la production de pétrole au Venezuela, en millions de barils par jour



Source : US. Energy Information Administration

f </>

Alternatives
Economiques

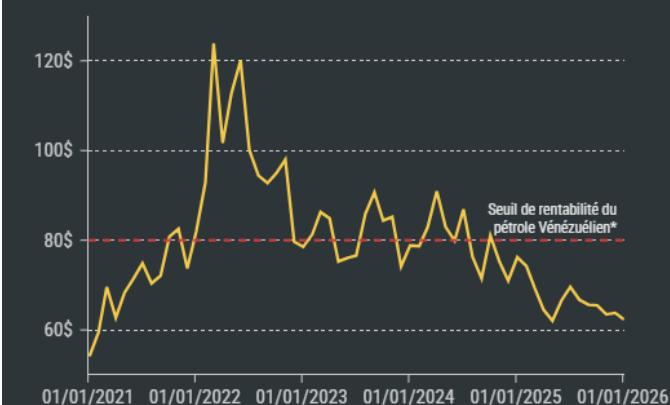
Même si Trump veut exploiter au plus vite le sol vénézuélien, des experts sont dubitatifs sur les [intérêts des pétroliers états-unis à s'y implanter](#), au moins à court terme. Du fait de l'instabilité politique, mais également pour des questions de rentabilité.

D'abord, l'état très dégradé des infrastructures du pays nécessiterait des investissements colossaux : à hauteur de 60 à 70 milliards de dollars pour atteindre une production quotidienne de 2 millions de barils, selon la banque d'investissement Natixis.

Ensuite, le pétrole vénézuélien est lourd, donc difficile à extraire et à raffiner. Le forage est profitable lorsque le prix du baril sur les marchés mondiaux est élevé. Or le cours du brent, autour de 60 dollars à l'heure actuelle, a été divisé par deux depuis 2022. Enfin, le fait que l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) [continue de vouloir augmenter sa production](#), indique que la tendance devrait rester à la baisse en 2026.

Pétrole vénézuélien : une rentabilité non-assurée

Évolution du prix du baril de brent depuis 2021



Source : Boursorama *Estimations du cabinet Wood Mackenzie

f </>

Alternatives
Economiques

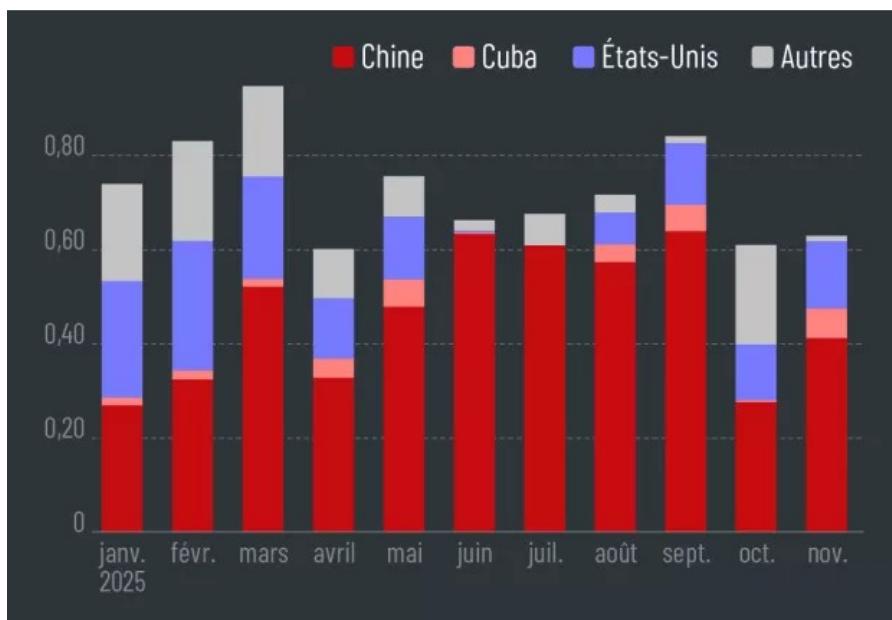
Contre la Chine

Mais peu importe, pour Donald Trump. Car d'autres facteurs ont motivé la reprise en main du Venezuela par les Etats-Unis. À commencer par les relations internationales que Caracas a tissées depuis le début de la période chaviste. Le pays s'est en effet tourné vers [un nouvel allié commercial de poids](#) : la Chine, [adversaire économique numéro un des Etats-Unis](#).

« La Chine a renforcé son influence au Venezuela depuis 2008, lorsque la crise financière mondiale et l'effondrement des prix du pétrole ont menacé le régime du prédécesseur de Maduro, Hugo Chávez. En échange d'environ 60 milliards de dollars de prêts, la Chine a bénéficié de pétrole vénézuélien à bas prix, ainsi que d'un accès à des métaux précieux et à des matières premières dont le Venezuela regorge », [note Alicia García-Herrero](#), économiste spécialiste de l'Asie, rattachée à l'Institut Bruegel.

En 2025, le Venezuela livre désormais à Pékin la majorité de son pétrole exporté, ce qui pèse environ 4 % des importations totales chinoises de brut, selon le cabinet spécialisé Kepler. Toutefois, connaître la destination finale du pétrole vénézuélien n'est pas si simple.

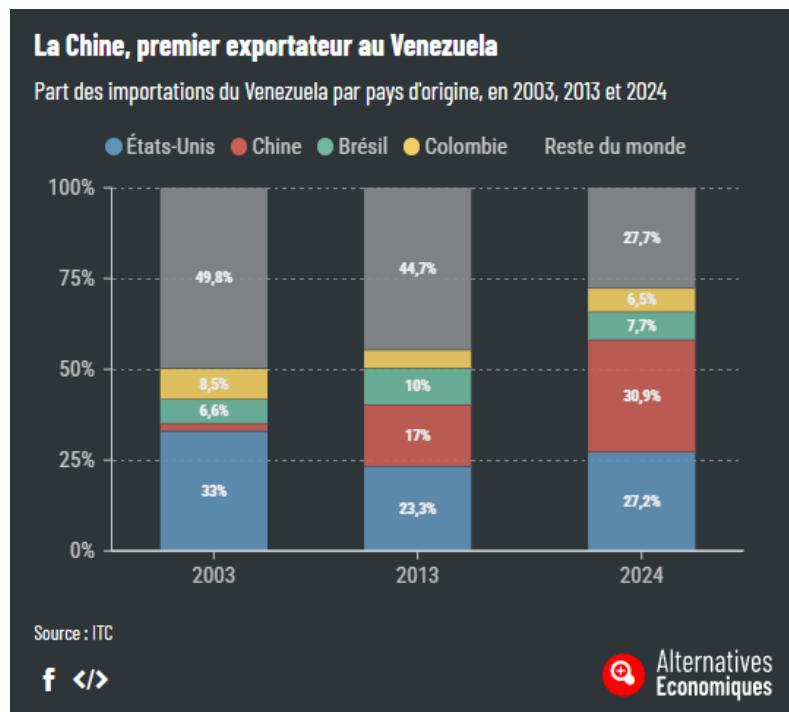
Pour contourner l'embargo états-unien en vigueur depuis 2019, le pays utilise [une flotte « fantôme » de pétroliers](#), à savoir des navires dont les armateurs (les exploitants) et les propriétaires sont souvent cachés derrière des sociétés écrans, et qui masquent régulièrement leur position en mer pour dissimuler leurs opérations.



Ceci étant, le tournant chinois du Venezuela est également perceptible dans les importations vénézuéliennes. Au début des années 2000, les Etats-Unis pesaient pour un tiers des produits acheminés au Venezuela. Et si ce chiffre s'est légèrement réduit à 27 % en 2024, c'est en grande partie lié à la part croissante de la Chine, passée, elle, de 2 % à 31 % en deux décennies.

Parmi les produits exportés par Pékin : de l'électroménager, des équipements de transport, et surtout du matériel militaire. De ce point de vue, contrôler les échanges commerciaux vénézuéliens permettrait à Washington de contrecarrer l'influence chinoise au profit des entreprises états-unien

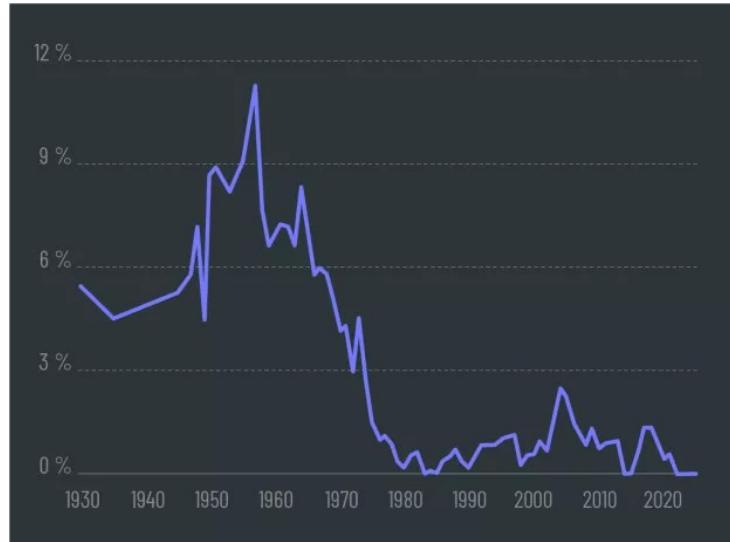
Le représentant spécial de la Chine pour l'Amérique latine était d'ailleurs en déplacement à Caracas vendredi 2 janvier, pour réaffirmer le partenariat stratégique entre les deux Etats. Le soir même, Nicolas Maduro était kidnappé.



Une revanche états-unienne, le retour de la doctrine Monroe

Dans le logiciel néocolonial trumpiste, l'intervention des Etats-Unis vient aussi, et peut être même avant tout, réparer une injustice historique : la reprise en main par le Venezuela de son propre pétrole. Jusqu'aux années 1950, les Etats-Unis jouissaient d'une mainmise économique considérable sur le continent sud-américain. En particulier au Venezuela. En 1957, les profits des filiales de multinationales états-unienennes qui y étaient implantées représentaient 12 % du produit intérieur brut (PIB) du pays ! « Soit à peu près ce que touchent à l'époque les 50 % les plus pauvres du pays », pointe [l'économiste Gabriel Zucman](#).

« À partir des années 1960, comme dans le reste de l'Amérique latine, les gouvernements successifs vont essayer de négocier des conditions financières plus équilibrées, retrace-t-il. Le Venezuela prend la tête de ce mouvement. C'est un homme politique vénézuélien, Juan Pablo Pérez Alfonzo, qui se trouve derrière la création de l'Opep en 1960. » Dès 1976, plusieurs nationalisations s'opèrent donc, à commencer par les actifs d'ExxonMobil, Shell et Chevron au Venezuela – ce que Trump [qualifie aujourd'hui de « vol »](#). Après une réouverture partielle du secteur pétrolier aux investisseurs étrangers dans les années 1990, la « révolution bolivarienne » d'Hugo Chavez, élu président du Venezuela en 1999, marque le deuxième tour de vis avec une nationalisation quasi-totale de l'industrie en 2007.

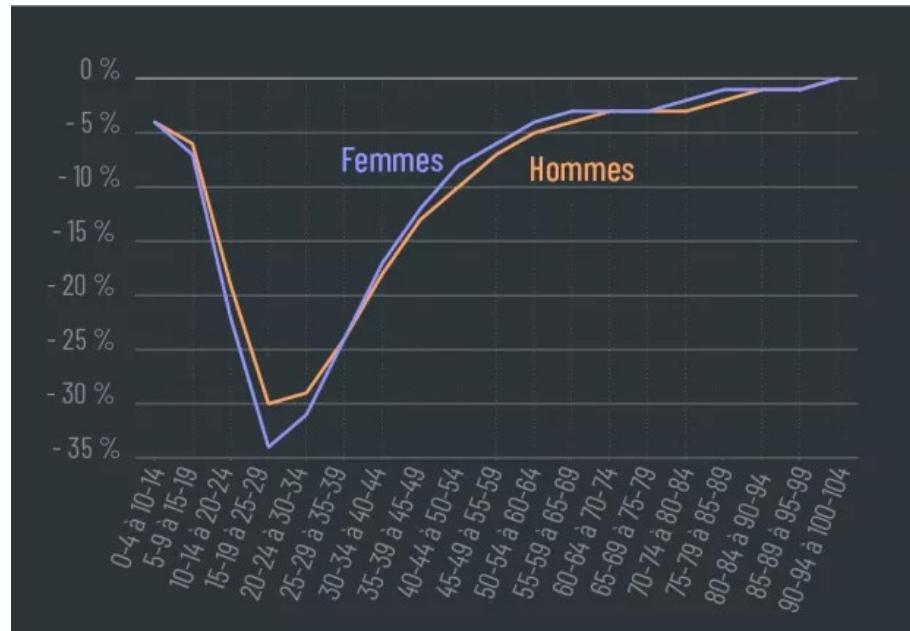


C'est donc à l'âge d'or des années 1950, mythifié par le mouvement MAGA (Make America Great Again, « redonner sa grandeur à l'Amérique »), que Donald Trump souhaite revenir, pour réparer « l'un des plus grands vols de biens américains de l'histoire de notre pays », a-t-il déclaré depuis sa résidence de Mar-a-Lago.

« Nous allons demander à nos très grandes compagnies pétrolières américaines, les plus grandes au monde, d'intervenir, de dépenser des milliards de dollars, de réparer les infrastructures pétrolières gravement endommagées et de commencer à faire gagner de l'argent au pays », a-t-il également affirmé. Sauf que l'argent ira à priori davantage aux entreprises états-unies qu'à la population sur place.

Difficile d'imaginer en effet que les solutions imposées, si ce n'est par la force, du moins par une forte contrainte depuis les Etats-Unis, puissent améliorer le sort des Vénézuéliens, qui sont déjà près de 8 millions à avoir fui leur pays ces dernières années, et qui privent le pays de presque [un tiers de ses jeunes adultes](#). Que ce soit pour des raisons économiques – le produit intérieur brut par habitant ayant été divisé par trois depuis l'arrivée au pouvoir de Maduro – ou politiques, la répression s'étant nettement accentuée sous le successeur de Hugo Chávez.





Si le scénario politique de l'après Maduro au Venezuela est encore peu lisible – pouvant se traduire par un gouvernement sous tutelle états-unienne, par l'installation à Caracas d'un pouvoir allié de Washington, ou encore par un soulèvement populaire ou une instabilité prolongée – une chose est d'ores et déjà certaine : l'intervention du 3 janvier restera lourde de conséquences pour l'Amérique latine dans son ensemble.

La capture de Maduro signe en effet le retour à une « doctrine Monroe », réinterprétée de manière plus agressive par les Etats-Unis. Alors que ladite doctrine (du nom du cinquième président des Etats-Unis, James Monroe), énoncée en 1823 visait à limiter les influences étrangères en Amérique du Sud, le « corollaire Trump » qui figure dans la dernière stratégie nationale de sécurité états-unienne publiée en décembre « transforme la région en chasse gardée géo-économique et migratoire », [résume Jérôme Viala-Gaudefroy](#), docteur en civilisation américaine et chargé de cours à Sciences Po Paris².

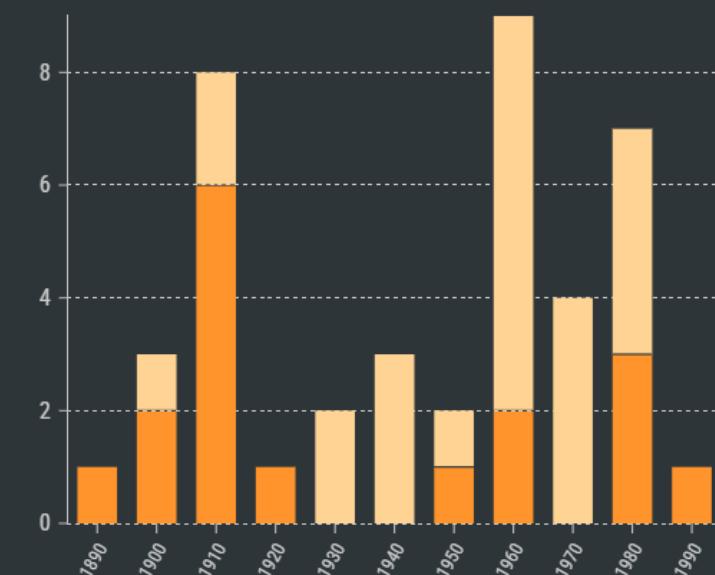
L'unilatéralisme le plus total

Le spectre des 41 changements de régime opérés en Amérique latine par les Etats-Unis [au cours du XXe siècle](#) revient donc hanter le continent, en particulier dans les pays qui n'ont pas déjà basculé à l'extrême droite. La Colombie notamment [fait partie des cibles de Donald Trump](#). Tandis qu'au contraire [l'Argentine du dirigeant libertarien Javier Milei](#) ou le Chili, présidé depuis la mi-décembre par José Antonio Kast, font partie des alliés de Washington, dont ils ont [salué l'intervention](#).

La menace du retour des changements de régime en Amérique Latine

Changements de gouvernements par les Etats-Unis en Amérique latine, par décennie

● Changements de régimes directs ● Changements de régimes indirects



Source : John Coatsworth (2005), *le Grand Continent*

f </>

Alternatives
Economiques

Plus largement, pour l'ensemble du monde, cette opération marque l'entrée dans une nouvelle ère des relations internationales, marquée par l'unilatéralisme le plus total. Elle entérine la volonté de Donald Trump de redessiner la carte du globe dans une logique d'accès direct aux ressources énergétiques.

Il s'intéresse par exemple « beaucoup à l'Afrique, et pas simplement pour défendre les chrétiens au Nigeria, mais parce qu'il y a de l'uranium dans cette région », [décrivait en début de semaine](#) sur France Culture Maud Quessard, directrice de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire, en référence aux frappes opérées par les Etats-Unis à Noël.

« C'est important pour comprendre comment les Etats-Unis projettent désormais leur puissance dans le monde, et plus seulement de manière défensive. »

De fait, Trump a ordonné [plus de frappes de drones et de missiles en un an](#) que Biden au cours de ses quatre années de mandat³. Et, nouveauté entérinée également par cette action à Caracas, les Etats-Unis ne cherchent désormais même plus à justifier leurs interventions avec des prétextes de protection de la démocratie ou des populations : ils affichent l'intention d'agir quand bon leur semble à l'étranger dès lors qu'ils estimeront que cela est nécessaire pour protéger leurs intérêts.

« L'Amérique de Donald Trump est désormais officiellement un Etat voyou », [insiste Romuald Sciora](#), chercheur associé à l'Iris, directeur de l'observatoire politique et géostratégique des Etats-Unis. En face, les Européens, dépendants du pays de l'Oncle Sam pour leur défense dans le cadre de l'Otan, peinent pour l'instant à réagir. Alors que le Groenland, partie intégrante du Danemark, semble pourtant être [le prochain territoire](#) dans le viseur de Donald Trump.